

Des mesures pour améliorer la trésorerie des associations



© 2021 Les Echos Publishing

Le mode de financement des associations connaît, depuis plusieurs années, un profond bouleversement avec notamment la diminution des subventions publiques. Ainsi, cette source de financement représentait 34 % des ressources des associations en 2005 mais seulement 20 % en 2017. Une évolution qui contraint les associations à trouver de nouvelles sources de financement sous peine de disparaître.

Face à cette situation, le Mouvement associatif remettait au gouvernement, en mai 2018, un [rapport « pour une politique de vie associative ambitieuse et le développement d'une société de l'engagement »](#) contenant 59 propositions.

La récente loi « visant à améliorer la trésorerie des associations » reprend certaines d'entre elles destinées à sécuriser les financements publics et à permettre aux associations de bénéficier de nouveaux modes de financement.

Les subventions

La convention de subvention devra désormais prévoir les « conditions dans lesquelles l'organisme, s'il est à but non lucratif, peut conserver tout ou partie d'une subvention n'ayant pas été intégralement consommée ».

Les associations et les fondations qui reçoivent une

subvention des pouvoirs publics pourront donc en conserver la part non dépensée (en totalité ou en partie). Cette mesure est destinée à renforcer leurs fonds propres et à leur permettre ainsi d'investir ou de développer de nouvelles actions.

À noter : la [circulaire Valls](#) du 29 septembre 2015 admettait déjà la possibilité pour une association qui reçoit une subvention de conserver un « excédent raisonnable ». Pour autant, les pouvoirs publics la mettaient peu en œuvre, selon le rapport du Mouvement associatif.

Par ailleurs, afin d'éviter que les associations soient confrontées à des difficultés de trésorerie, les pouvoirs publics doivent maintenant verser les subventions dans un délai de 60 jours à compter de leur notification d'attribution. Ils ont cependant la possibilité de déterminer d'autres dates de versement ou de subordonner ce paiement à la survenance d'un évènement.

Les prêts

Les associations et fondations ne peuvent pas, en principe, accorder de prêts. Une interdiction qui comporte à présent des exceptions pour des prêts à taux zéro et d'une durée de moins de 2 ans.

Ainsi, à condition d'appartenir à la même union ou fédération, peuvent s'octroyer des prêts entre elles les associations déclarées depuis au moins 3 ans et dont l'ensemble des activités est mentionné au b du 1 de l'article 200 du Code général des impôts (caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel, ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises).

Quant aux associations et fondations reconnues d'utilité

publique, elles peuvent accorder des prêts aux associations membres de leur réseau ou, pour les secondes, aux fondations abritées.

En complément : les dons aux associations dépendent fortement des dispositifs fiscaux incitatifs. Aussi le gouvernement devra, d'ici juillet 2022, établir un état des lieux de cette fiscalité ainsi qu'un bilan des conséquences des mesures fiscales des 5 dernières années sur le montant des dons aux associations et aux fondations.

[Loi n° 2021-875 du 1er juillet 2021, JO du 2](#)

© 2021 Les Echos Publishing